

Questions orales

ces questions précises, le ministre voudrait-il donner des précisions au lieu de s'en tenir à des généralités, comme il le fait depuis le début de la session?

L'hon. J. H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en réponse à la question du député, je dirai que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a bien dit qu'il a eu des entretiens poussés avec la direction et le syndicat. Comme le député l'a déjà dit, le problème d'INCO, c'est que sa production est surtout destinée à l'exportation et qu'elle doit livrer une concurrence très dure aux nouveaux minéraux, aux mines des pays du tiers monde. Nous avons fait l'impossible pour aider INCO à soutenir la concurrence internationale.

M. Baker (Grenville-Carleton): Qu'avez-vous fait au juste, Jack?

M. Horner: Nous avons aidé à exporter le matériel utilisé dans les mines. Je pourrais toujours répondre au député de Simcoe-Nord que, des fois, il ne veut pas que le gouvernement intervienne, comme hier soir, par exemple, alors qu'aujourd'hui il réclame notre intervention. S'il pouvait donc prendre nettement position, ce serait bien commode, mais il ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Comme je le disais, nous avons fait l'impossible pour aider INCO. Pour la gouverne du député, je pourrais peut-être ajouter que la production est interrompue au Guatemala et en Indonésie.

M. Hees: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il saute aux yeux, d'après ce que le ministre vient de dire, que le gouvernement n'entend pas intervenir pour maintenir la production à l'usine INCO, à Sudbury, mais qu'il compte uniquement sur des programmes de création d'emploi qui, tout monde le sait, ne sont pas la solution à nos problèmes industriels actuels. Étant donné que le gouvernement semble uniquement intéressé à laisser des compagnies internationales exporter des emplois au lieu d'essayer d'accroître les exportations de produits canadiens, n'est-ce pas là un exemple d'une politique défaitiste, et rien d'autre?

M. Baker (Grenville-Carleton): Horner ne peut répondre.

* * *

LES FINANCES**PROPOSITION D'EXAMEN DE LA STRUCTURE FISCALE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE**

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je comptais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources mais puisque le ministre des Finances n'a absolument rien compris, c'est à lui que je tiens à m'adresser. Le ministre doit savoir, j'en suis sûr, qu'il y a 15 ans à peine, le Canada dominait 92 p. 100 du marché mondial du nickel. Ce chiffre est maintenant tombé à 42 p. 100 et la production de Sudbury représente 33 p. 100 du marché mondial du nickel. Le problème ne vient pas d'une fluctuation fréquente de la demande mondiale mais bien du fait que l'industrie extractive canadienne a cessé d'être en mesure de battre ses concurrents, situation qui est due en grande partie à

[M. Hees.]

la politique fiscale du gouvernement actuel. Ce que je veux savoir, monsieur l'Orateur, c'est si le ministre des Finances est disposé à revoir la réglementation fiscale qui s'applique à l'industrie minière afin de lui permettre de devenir concurrentielle sur le marché mondial.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député ne se rend pas très bien compte de la situation. En fait, une société américaine, la compagnie Amex, vend actuellement le nickel à un prix inférieur à son coût de production. C'est la raison pour laquelle le marché est totalement perturbé. C'est un fait qu'il faut admettre. Le seul moyen d'en sortir, ce serait peut-être de former un cartel afin de contrecarrer l'influence du dumping pratiqué par cette société, mais les députés viendraient ensuite nous accuser de protéger exagérément les producteurs canadiens. Il faudra donc qu'ils cessent de tergiverser.

M. Gillies: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si le gouvernement opte pour une entente entre producteurs qu'il cesse de faire des cachotteries et qu'il soumette la question au Parlement. Qu'il le fasse légalement.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES MESURES GOUVERNEMENTALES PROPRES À LA CRÉATION DE MARCHÉS POUR LE NICKEL CANADIEN**

M. James Gillies (Don Valley): Je voudrais demander au ministre des Affaires extérieures ce que fait le gouvernement du Canada pour améliorer la mise en marché du nickel canadien. Que fait le gouvernement dans les négociations de la CNUCED pour améliorer la position de notre nickel sur les marchés mondiaux? A-t-il dit au Japon que, s'il veut avoir notre charbon, il lui faudra aussi acheter notre nickel? Quelle est la politique du gouvernement canadien en matière de commercialisation du nickel? Car c'est là que réside le problème.

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je demande au député de m'excuser, mais je n'ai pas entendu sa question. Il y avait tellement de remue-ménage que je n'ai pas saisi ce qu'il a dit.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, la question que j'ai posée au ministre des Affaires extérieures est la suivante: que fait son ministère pour gagner des marchés étrangers pour le nickel canadien? C'est là le cœur de tout le problème: devenir plus concurrentiels dans nos négociations au sein de la CNUCED et dans nos transactions avec les autres pays qui achètent nos produits. Le ministère essaie-t-il d'obtenir des accords globaux et fait-il quelque chose pour inciter les pays étrangers à nous acheter davantage de nickel? Que faisons-nous par exemple pour vendre du nickel au Japon, qui veut nous acheter de si grosses quantités de charbon? Quelle est la politique du gouvernement sur ce point?